Journal des anthropologues

Association française des anthropologues

Hors-série | 2011

Postures assignées, postures revendiquées

Débats rétrospectifs sur le colloque « Postures assignées, postures revendiquées »

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jda/5844>

DOI : 10.4000/jda.5844

ISSN : 2114-2203

Éditeur

Association française des anthropologues

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2011

Pagination : 257-267

ISBN : 978-2-953-95998-7

ISSN : 1156-0428

Référence électronique

« Débats rétrospectifs sur le colloque « Postures assignées, postures revendiquées » », *Journal des anthropologues* [En ligne], Hors-série | 2011, mis en ligne le 09 mars 2015, consulté le 19 avril 2019.

URL : <http://journals.openedition.org/jda/5844> ; DOI : 10.4000/jda.5844

DÉBATS RÉTROSPECTIFS SUR LE COLLOQUE « POSTURES ASSIGNÉES, POSTURES REVENDIQUÉES »

Étudiants de l'AFERTES*

Nous avons été invités par Didier Andreau et Patrice Desmons, formateurs à l'AFERTES, à participer au colloque « Postures assignées, postures revendiquées » proposé par Lille 1 les 12 et 13 novembre 2009.

Avant d'y participer, nous avons rencontré Judith Hayem et Laurent Bazin qui nous ont retracé l'origine du projet, l'objectif de ces journées et nous avons imaginé l'apport que nous pourrions représenter. Les concepts de « postures assignées » et « postures revendiquées » ont été abordés, moins pour leur différence que pour leur complémentarité. La question n'est effectivement pas de les opposer, de maintenir la dichotomie des deux approches, mais au contraire de les articuler.

De ces discussions est également apparu le concept de *talvera*¹, notion centrale de l'ensemble de ce compte-rendu, qui nous a particulièrement intéressés et était la source de nombreux débats a posteriori. En partant de la définition donnée dans la

* Association pour la formation, l'éducation et la recherche en travail éducatif et social – 5 rue Paul Périn, BP 225, 62004 Arras cedex
Texte écrit par : Alexis, Aline, Aline, Arnaud, Émilie, Julien, Julien, Laure, Marie-Hélène, Mathilde. Animation des séances : François Annicke
Courriel : en.toutes.lettre@free.fr

¹ Ce terme occitan sera toujours en italique ; il est défini une première fois dans la note 2, puis en troisième partie de ce texte.

présentation du colloque², on pourrait le définir provisoirement comme la marge de manœuvre possible pour chacun dans sa pratique professionnelle. Il nous a semblé important de ne pas rester sur cette définition provisoire, mais de réinterroger ce concept dans le cadre de nos pratiques : comment la question de la *talvera* se pose-t-elle pour nous, éducateurs ?

Ces discussions ont également permis d'aborder la question des réformes en cours, tant du côté des diplômes d'éducateurs spécialisés que de celui de l'université.

En 2007, une réforme a ainsi assigné les éducateurs et les centres de formation à une nouvelle méthode de certification et de domaines de compétences qui conduirait à ce que le travailleur social se mue peu à peu en technicien de la relation, ce qui limiterait son côté humain³. Un mouvement de contestation est né au sein des travailleurs sociaux qui souhaitaient revendiquer une place dans cette posture assignée.

L'université, de son côté, a connu de grands mouvements de réaction face à la réforme dite LRU⁴ qui a mobilisé étudiants et

² Dans l'appel à communications qui a précédé ce colloque, la *talvera* était définie ainsi : « où sont les limites de nos terrains ? Qu'est-ce qui en forme les lisières et les bordures ? Qu'est-ce qui, pour les scientifiques, mais aussi pour les professionnels, fait office de *talvera*, cette partie limitrophe du champ (du terrain) qui reste non cultivée mais permet aux machines agricoles de faire demi-tour afin de poursuivre le travail dans le champ – cet espace qui n'est ni productif ni inventif, mais n'en demeure pas moins la condition indispensable de la production, la germination, la récolte ? »

³ L'« humanité » de telle action, de tel propos ou de tel fait a souvent été mis en avant dans ce texte, en réaction à des réformes, des discours ou des pratiques jugées plus techniques, voire mécaniques, donc insensibles. L'humanité dont il est question ici est plus liée au sentiment de bienveillance, de compréhension de l'autre, de compassion, d'empathie.

⁴ LRU : loi relative aux libertés et responsabilités des universités du 10 août 2007 qui a pour objectif officiellement de donner plus d'autonomie aux universités, notamment en termes de budgets et de ressources humaines. La contestation face à cette menace de privatisation de l'université a enflammé de nombreux campus où parfois CRS et gendarmes sont intervenus à la demande des présidents.

enseignants dans des revendications qui se rapprochent de celles des éducateurs et des centres de formation.

Enfin, ces discussions ont illustré le décalage entre les décisions prises par les décideurs et leur application sur le terrain qui incombe aux professionnels, un décalage qui interroge les notions mêmes de postures revendiquées et postures assignées, et celle de *talvera*. Le lien entre ces trois notions et les points communs entre les deux types de structures montrait tout l'intérêt de notre participation à ce colloque qui n'était pas ouvert aux seuls universitaires mais se voulait un espace de débat public.

Nous avons voulu aborder ce colloque simplement, en essayant tout d'abord d'en identifier les apports pour nous, futurs travailleurs sociaux. Nous avons essayé ensuite d'en étudier les limites et ce que ces limites nous donnent à penser. Enfin, nous avons voulu revenir sur le concept de *talvera* que nous avons essayé de redéfinir dans le cadre de nos pratiques.

Ce texte a été réalisé dans le cadre d'un atelier d'écriture collective animé par François Annycke. Conçu en deux après-midi, il a permis de faire sortir une première série d'éléments pris sur le vif et d'y revenir ensuite dans une phase de réflexion et de rédaction.

Les apports du colloque

Le dialogue par-delà les professions

Le premier apport de ce colloque concerne le dialogue qu'il a permis entre professionnels de différents milieux, la rencontre, l'échange sur ses pratiques, la possibilité de communiquer entre professionnels et professionnels en devenir. Cette possibilité d'échange était peut-être renforcée par le fait que certains intervenants avaient parfois plusieurs « casquettes » (professionnelles, associatives, syndicales...). Ils pouvaient donc prendre la parole en fonction de ce qu'ils étaient sans se limiter à l'assignation des corps de métiers.

Nous avons également pu mesurer à quel point ce que nous vivions avec la réforme du métier d'éducateur spécialisé et des

centres de formation avait un écho ailleurs. Ce colloque a donc rendu visible la diversité des luttes et leurs points communs.

En effet, la logique du marché du travail est de plus en plus basée sur la rentabilité et la rationalisation des métiers, leur marchandisation, une logique quantitative faite d'évaluation et d'obligation de résultats. Ici comme ailleurs, les réformes se font au détriment de la qualité de la relation humaine.

Du coup, dans chaque corps de métier, ce constat pose la question des outils employés ou à disposition pour faire entendre sa voix.

L'exemple des anthropologues

Nous nous sommes particulièrement retrouvés dans l'expérience professionnelle des anthropologues et leurs questionnements par rapport à leurs pratiques. Le premier point commun est la répercussion de leur travail sur les personnes qu'ils observent et la question de leur implication. Comme eux, nous nous interrogeons sur la distance ou la non-distance à prendre et ses conséquences professionnelles.

Dans notre cas, il nous semble que le travailleur social se retrouve coincé dans une double assignation : entre les contraintes des commanditaires (association, État, institution...) et les attentes et besoins des personnes accompagnées. Cette double assignation conduit à une triple difficulté : comment se débrouiller avec ces tensions, cet entre-deux, comment trouver sa place ?

Cela nous a fait penser à diverses situations professionnelles que nous avons déjà rencontrées, et notamment le travail avec les jeunes errants. Ces jeunes ont choisi le nomadisme comme mode de vie ; ils revendiquent leur position de marginal et se définissent notamment par le fait qu'ils n'ont pas d'attache et qu'ils se déplacent. Pour l'État, le travailleur social doit au contraire les amener sur le chemin de l'insertion, ce qui permet du même coup leur régularisation, leur « intégration » et leur contrôle. Pour le travailleur social, il existe donc une réelle dichotomie entre la demande de l'État et celle des personnes qu'il accompagne. Le travailleur social ne peut pas avoir ce rôle « d'agent de

normalisation » demandé par l'État sans en même temps abandonner une partie de sa mission.

Cet exemple souligne aussi la difficulté croissante des travailleurs sociaux à faire entendre leur voix⁵. C'est aussi l'illustration de la difficulté de travailler avec des « minorités invisibles », c'est-à-dire tous ceux qui n'ont pas de signes extérieurs marqués (origine ethnique, religion, voire handicap) qui les différencieraient d'autres.

Les anthropologues ont également montré que d'un point de vue extérieur à leur profession, le travail sur le terrain ne semble pas toujours « efficace », que l'on peut parfois avoir l'impression d'une perte de temps, notamment au début, à l'arrivée sur le terrain. Mais que ce temps perdu est en fait fondamental. Il est nécessaire à la mise en place du travail et du lien que l'anthropologue noue avec les populations sur le terrain. À ce double titre, il ne saurait être remis en question.

Dans nos pratiques professionnelles, ce temps « inutile » est tout aussi important pour le travail avec certaines personnes accompagnées. Et pourtant, il est de plus en plus compté, rationalisé, sous un prétexte de rentabilisation rendu, du coup, absurde. Ce temps nécessaire est de plus en plus oublié.

Cette rentabilité du temps est à rapprocher de la réforme de la Convention de 1966 qui régleme[n]te encore nos métiers⁶. En effet, la réforme aurait pour objectif d'introduire la compétition entre les travailleurs sociaux sur des principes de culture de résultat, de pro-

⁵ L'une d'entre nous nous a fait également part d'une intervention lors du colloque à laquelle beaucoup n'ont pas assisté. Il s'agissait d'un salarié de France Télécom qui fait partie avec d'autres d'un observatoire de la souffrance au travail au sein même de son entreprise. Il s'est positionné en tant que représentant de France Télécom et en tant que représentant de cet observatoire. Il expliquait notamment qu'un salarié pouvait revendiquer une position, se rebeller contre une assignation, mais que cela pouvait comporter des risques, notamment celui de la mise à l'écart.

⁶ La Convention collective du 15 mars 1966 régit le travail dans les établissements et services pour personnes handicapées ou inadaptées.

ductivité à coups de primes. Cette logique peut conduire à privilégier les projets aux publics et, encore une fois, à oublier l'humain.

Prendre la parole

Enfin, à travers les interventions des universitaires, nous nous sommes rendus compte qu'en tant qu'éducateurs nous avons une responsabilité dans la prise de parole. En effet, ce colloque a révélé à la fois l'importance de cette prise de parole mais aussi les manques de paroles de professionnels en la matière. En effet, ceux qui écrivent le plus sur les pratiques des travailleurs sociaux ne sont pas forcément éducateurs, comme si le fait de pratiquer le métier ne donnait pas de légitimité pour y réfléchir et en rendre compte (cette réflexion est développée dans la partie « critique »). Du moins, comme si ceux qui peuvent en parler ne sont pas ceux qui agissent sur le terrain, alors même que les pratiques quotidiennes de nos métiers pourraient aussi être sources de réflexions et de rédactions diffusables largement.

Sur ce point précis, il nous a donc semblé important que nous rendions compte de nos pratiques, à l'oral comme à l'écrit, que nous ne laissions pas d'autres parler de nos métiers à notre place. Ce colloque nous a donné cette envie et cette volonté. Il y a donc une habitude, une culture et une revendication à créer, et à nourrir.

Ces trois apports principaux ont donc au cœur la notion de *talvera* telle que nous avons commencé à la définir en introduction. En effet, à l'heure des réformes qui battent en brèche certains acquis et parfois même des éléments essentiels de nos métiers, qui mettent en concurrence des professionnels ou des structures qui pourraient pourtant agir mieux et plus efficacement ensemble, bref, à l'heure où les postures assignées notamment par l'État sont de plus en plus contraignantes, il apparaît urgent et nécessaire de trouver un espace de revendication, un lieu de réflexion et de distance afin de garder une logique et une éthique dans l'action. Il est donc nécessaire de conserver une *talvera* sur le terrain professionnel.

Des limites qui prolongent la réflexion

Nous avons voulu également rendre compte de quelques limites au colloque, ce qui a généré d'autres débats entre nous. Ces débats ont permis de prolonger les pistes lancées.

Limite de l'exercice et effets de position

Une première limite est apparue dans les termes mêmes du colloque, qui n'ont pas été réellement définis. Postures assignées, postures revendiquées et *talvera* ne faisaient pas toujours l'objet d'un éclaircissement de la part des intervenants, et leur propos semblaient même parfois un peu éloignés de ces concepts, ce qui nous a déconcertés. Il aurait été intéressant que chacun parte de sa définition et de sa vision des postures assignées et des postures revendiquées, en lien avec son intervention. D'ailleurs, certains n'ont pas utilisé ces concepts du tout, et les liens entre le thème de l'intervention et le sujet du colloque n'ont pas toujours été faits. Peut-être parce que chaque intervenant a une définition particulière de ces termes et qu'aucune ne pouvait faire l'unanimité ? Dans ce cas, la définition des trois concepts (posture assignée, posture revendiquée et *talvera*) serait propre à chaque terrain, à chaque monde professionnel.

Une deuxième limite concerne la place laissée au débat. La richesse des interventions et le nombre important de participants ne laissaient pas beaucoup d'espace pour d'autres voix venues du public. Et certaines communications ne semblaient parfois pas adaptées au sujet mais répondaient plus à des questions de position professionnelles (sociologue, ethnologue...) qu'à celles du contenu même des propos des intervenants. Le débat semblait donc parfois confisqué puisqu'il déviait vers des éléments extérieurs au sujet.

Une troisième limite nous a semblé liée aux idées mêmes du colloque. Si le principe était de faire participer de multiples représentants de mondes professionnels différents pour trouver les points communs, alors il n'a pas été vraiment rempli. En effet, nous avons l'impression que chacun est resté à sa place, chacun est resté dans son corps de métier. Chacun parlait de sa pratique, de ce qu'il con-

naissait sans ouvrir la réflexion plus largement aux enjeux transversaux.

Ce colloque est peut-être une première étape, la seconde pourrait être basée sur les rapprochements, les jonctions entre les luttes et les revendications, les terrains d'entente à définir.

Des critiques en miroir

Nous avons pointé un certain nombre d'autres limites qu'il nous a paru plus complexe à analyser. En y revenant dans le cadre de l'atelier d'écriture du compte rendu, ces limites qui nous semblaient importantes et représentatives nous ont également permis de prendre conscience de certaines réalités de notre propre position en tant qu'éducateurs, et de nos propres postures parfois auto-assignées.

Nous avons trouvé que dans ces journées il manquait d'espace pour les travailleurs sociaux, même si de notre place dans le public, nous avons parfois pris la parole pour réagir aux propos tenus par les intervenants.

En réfléchissant à cette critique, nous avons repensé au moment de la présentation du colloque par Judith Hayem. Elle nous avait proposé de participer à une table ronde, mais nous avons décliné l'invitation.

Lors de l'atelier d'écriture, la première réaction avait donc été de se plaindre du peu de place laissé à l'éducateur, alors même que cette place avait été proposée en amont du colloque. En d'autres termes, nous avons revendiqué une place a posteriori que nous avions refusée a priori.

Peut-être avons-nous eu peur d'intervenir en n'ayant pas les bons codes de comportements, d'attitude, de vocabulaire, etc. ?

De même, nous trouvions qu'il y avait un décalage entre certains propos tenus sur le métier d'éducateur et notre travail quotidien. Parfois, il nous a semblé que le travailleur social était considéré comme la cheville ouvrière, les « mains noires », charge à d'autres de réfléchir pour lui. Cela nous a conduit à considérer que ce colloque était peut-être plus destiné aux universitaires qu'aux

autres professionnels, que son objectif était plus scientifique que pluridisciplinaire.

En seconde analyse, cette première réaction nous a fait prendre conscience de notre propre position au moment du colloque. En effet, nous avons peu réagi nous-mêmes pour faire entendre d'autres voix. Et cela pose du coup la question de notre propre posture au sein du colloque, une posture répondant à un mécanisme d'auto-assignation bien intégré.

Ces réflexions nous ont conduits au-delà du colloque et nous a fait réfléchir au sentiment d'infériorité parfois ressenti dans ce genre de circonstance. Peut-être nous-mêmes nous définissons-nous comme ceux qui ne savent pas, ceux qui ne peuvent ni ne doivent pas prendre de place tant à l'oral qu'à l'écrit ? Dans ce cas, comment notre critique peut-elle tenir alors que nous sommes aussi en partie responsables de cette réalité ?

Concernant plus spécifiquement le discours, nous trouvions qu'il n'était pas adapté au public présent. On ne se retrouvait pas dans les mots, alors qu'un colloque ouvert à tous avait pour fonction selon nous de diffuser une information intelligible par tous. Le colloque s'est d'ailleurs parfois enfermé dans un jargon, selon nous, et le fil conducteur a pu être oublié, comme les concepts qui le fondaient, au profit des seuls effets de position. Cela donnait l'impression que certains universitaires s'enferment dans un vocabulaire compréhensible par eux seuls, sorte de territoire dans lequel ils gardent du coup un certain pouvoir.

Mais ne sommes-nous pas nous-mêmes parfois les créateurs d'un jargon équivalent, compréhensible par les seuls travailleurs sociaux ? Est-ce parce qu'ils sont universitaires qu'ils en deviennent obscurs, ou est-ce le travers de tout milieu professionnel que de s'enfermer dans un jargon incompréhensible à l'extérieur ? Et comment l'éviter ?

En tentant de pointer les limites du colloque, nous avons pu également prendre conscience de nos propres assignations, parfois totalement intégrées. Cela nous montre aussi que le concept de *talvera* doit être analysé pour nous-mêmes comme un élément nous

permettant peut-être de dépasser nos assignations et autoassignations.

Certains d'entre nous ont organisé un colloque le 30 avril 2010 sur le thème « Écrire le social ». Les mêmes critiques ont émergé des débats sur l'organisation, les mêmes réticences se sont exprimées vis-à-vis de la prise de parole publique. Nous n'avons pas tout de suite accepté de prendre la parole et d'animer les tables rondes que nous organisions.

L'expérience du colloque auquel nous avons assisté, croisée à celle du colloque que nous avons organisé, nous ont permis de réfléchir sur nos propres assignations. Dans ce dernier événement, nous avons finalement accepté d'animer les débats, donc de prendre cette place que nous laissions vacante, une manière peut-être de commencer à concrétiser une posture revendiquée mais jamais assumée dans les actes.

Trouver la *talvera* dans sa pratique professionnelle

Le concept a lui-même suscité beaucoup de discussions et de débats lors des deux séances d'écriture. Si l'on revient à la définition de la *talvera* que nous avons donnée en introduction (« la marge de manœuvre possible pour chacun dans sa pratique professionnelle »), on peut comprendre qu'en tout cas il correspond à un espace des possibles que chacun est libre d'utiliser comme il l'entend.

Pour nous, cet espace est inventif, à l'inverse de ce qui était dit dans les propos présentant le colloque⁷, notamment parce qu'il permet d'imaginer l'action avant de la réaliser à partir d'une situation, d'une observation... Cet espace de liberté est situé dans le cadre du travail, et non à l'extérieur. Mais il peut être un peu subversif, en ce sens que même s'il ne prétend pas renverser l'ordre établi (définition au sens fort de subversion), il fait en sorte d'aménager l'ordre établi. Il se place dans les interstices.

⁷ « ... cet espace qui n'est ni inventif ni productif... » (cf. note 2).

C'est aussi un moment. Cette marge de manœuvre à l'intérieur d'un espace restreint précède l'action. Elle se situe par exemple entre une commande institutionnelle et sa réalisation. Cette *talvera* doit aussi être conçue par rapport au public auquel on s'adresse, sur le principe de la triangulation : commanditaire-éducateur-public.

La *talvera* pose donc une question de focale : quels sont les espaces qu'on peut ménager entre la commande et la pratique ? Quelle forme peut-elle revêtir ?

Sur le terrain, la *talvera* peut prendre la forme d'un espace de réflexion sur ce que l'on fait, sur nos pratiques, sur le contexte dans lequel on est et de ce qu'on fait avec les personnes aidées. Elle pourrait prendre la forme d'un groupe de discussion, de réflexion, et pourquoi pas d'écriture collective. Dans tous les cas, elle doit permettre de sortir du cadre pour réfléchir à l'action. Elle pourrait se concentrer sur les questions de morale, d'éthique dans le cadre de nos pratiques.

Au final, il nous semble essentiel de toujours essayer de garder un moment pour nous-mêmes dans notre avenir professionnel, de trouver un espace d'expression entre l'application de ce qui est demandé et ce que le public demande. À cette condition, nous pourrions lutter pour garder un espace de revendication au sein d'une assignation. À cette condition, la dimension humaine de notre travail pourra être défendue et conservée.

* * *